



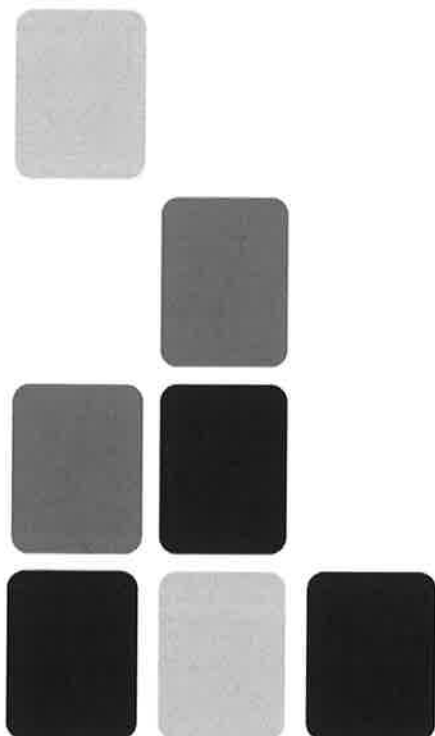
EXPERTISE | AUDIT | CONSEIL

**Association MAISON SAINT CHARLES
Association Loi 1901
16 rue Saint Charles
44780 Missillac**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

Ce rapport comporte 28 pages y compris celle-ci



Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « MAISON SAINT CHARLES » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Subventions d'exploitation et concours publics**

Nous nous sommes assurés de la pertinence et de l'efficacité des contrôles internes en lien avec les mécanismes comptables des subventions reçues par votre association. Nous avons contrôlé la correcte comptabilisation des subventions, tant au niveau des flux figurant au compte de résultat que des soldes des comptes de bilan (notamment les postes « fonds dédiés » et « autres créances »).

- **Périmètre des comptes annuels**

L'annexe expose dans la rubrique « NATURE ET LE PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES », le périmètre des comptes de l'association. Nous nous sommes assurés de l'exactitude de l'information financière de chacun des établissements intégrés dans les comptes de l'association, notamment en menant des travaux d'audit sur le " Pôle PARAMEDICAL ", le " Pôle Hébergement Locatif " et " l'EHPAD ", puis en contrôlant la combinaison des comptes des structures entrants dans le périmètre.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

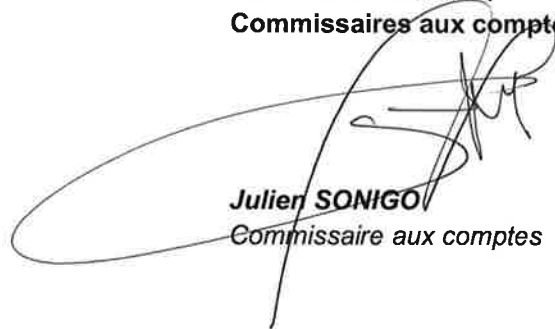
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Treillières, le 11 juin 2024

**Pour la SAS ORECO,
Commissaires aux comptes**



Julien SONIGO
Commissaire aux comptes

Association Maison Saint Charles

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	63 650	52 795	10 854	12 754
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	63 650	52 795	10 854	12 754
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	12 209 525	7 176 348	5 033 176	4 936 472
	Inst. techniques, mat.out. industriels	3 275 400	2 579 527	695 873	490 480
	Immobilisations corporelles en cours	222 068	52 888	169 180	17 189
	Avances et acomptes				
	TOTAL	15 706 994	9 808 763	5 898 230	5 444 143
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	1 699		1 699	1 699
	TOTAL	1 699		1 699	1 699
	Total I	15 772 344	9 861 559	5 910 784	5 458 596
	Stocks et en cours	28 147		28 147	37 999
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	149 764	23 717	126 047	142 421
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	75 823		75 823	89 869
	TOTAL	225 588	23 717	201 871	232 290
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	410 829		410 829	
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	691 598		691 598	1 365 177
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	25 994		25 994	18 411
	Total II	1 382 157	23 717	1 358 440	1 653 879
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	17 154 501	9 885 276	7 269 225	7 112 476
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Association Maison Saint Charles

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	103 809	103 809
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	667 716	615 694
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	667 716	615 694
	Report à nouveau	2 348 024	2 354 861
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	30 462	30 462
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-137 598	45 184
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-76 992	52 021
	Situation nette (sous-total)	2 981 951	3 119 550
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	224 730	198 497
	Provisions réglementées	127 966	127 966
Total I		3 334 648	3 446 014
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	53 264	78 682
Total II		53 264	78 682
Provisions	Provisions pour risques	55 331	41 800
	Provisions pour charges	163 009	163 009
Total III		218 340	204 809
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 555 687	2 420 563
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	146 652	141 269
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	297 186	228 946
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	620 258	550 513
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	43 169	41 676
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	17	
Total IV		3 662 971	3 382 970
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		7 269 225	7 112 476
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association Maison Saint Charles

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	180	165
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	49 459	40 826
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	22 325	19 249
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 183 340	5 975 731
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 970 965	2 899 466
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières	7 712	16 950
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	412	12 127
	Utilisations des fonds dédiés	25 417	
	Autres produits	103 394	90 953
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	6 369 916	6 136 753
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	1 269 644	1 226 000
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	350 930	321 897
	Salaires et traitements	3 020 432	2 820 780
	Charges sociales	1 212 158	1 144 438
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	566 757	545 530
	Dotations aux provisions	90 136	41 800
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 862	4 645
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	6 515 921	6 105 092
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-146 004	31 660

Association Maison Saint Charles

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	18 104	1 365
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	18 104	1 365
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	54 698	49 782
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	54 698	49 782
2. Résultat financier (III-IV)		-36 593	-48 417
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-182 598	-16 756
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	26 617 22 167	52 715 95 018
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	48 784	147 734
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 039	1 276 84 517
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	2 039	85 793
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		46 744	61 941
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 745	
Total des produits (I + III + V)		6 436 806	6 285 853
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		6 574 404	6 240 668
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-137 598	45 184
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-76 992	52 021
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



KPMG ESC & GS
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3

Association de la Maison Saint Charles

*Annexe aux comptes
annuels de l'exercice
clos le 31/12/2023*

ORECO
Commissaire aux Comptes

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	3
4	Principes et méthodes comptables	4
4.1	Principes généraux	4
4.1.1	Changement de méthode comptable	4
4.1.2	Changements d'estimation	4
4.1.3	Corrections d'erreurs	4
4.2	Dérogations	4
4.3	Principales méthodes comptables	4
5	Informations relatives aux postes du bilan	5
5.1	Actif immobilisé	5
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
5.1.3	Coût d'emprunt	8
5.2	Actif circulant	8
5.2.1	Etat des stocks	8
5.2.2	Etat des échéances des créances, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	9
5.2.3	Produits à recevoir	9
5.2.4	Charges constatées d'avance et écart de conversion actif	9
5.2.5	Tableau des dépréciations de l'Actif	10
5.3	Fonds propres	10
5.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
5.3.2	Subventions d'investissement	12
5.4	Fonds reportés et dédiés	13
5.4.1	Fonds dédiés	13
5.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	15
5.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
5.6	État des échéances des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	17
5.7	Charges à payer :	18

6	Informations relatives au Compte de résultat	19
6.1	Résultat par activité ou établissement	19
6.2	Produits du compte de résultat	19
6.2.1	Ventes de biens et services	19
Les ventes de l'association correspondent essentiellement aux repas vendus aux tiers.		19
6.2.2	Subventions	19
6.2.3	Tableau des subventions et concours publics	20
6.2.4	Transferts de charges	20
6.3	Charges du compte de résultat	20
6.4	Résultat Financier	20
6.5	Résultat exceptionnel	20
6.6	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.6.1	Honoraires des commissaires aux comptes	21
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	22
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22
8	Informations relatives à l'effectif	22

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'assistance sous toutes ses formes, notamment l'hospitalisation de vieillards et les soins aux malades ».

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de gestion de services d'accueil et d'hébergement de personnes âgées dans la région de Missillac.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu post clôture.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 *Changement de méthode comptable*

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable par rapport à l'exercice précédent.

4.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

ORECO
Commissaire aux Comptes

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 *État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements	A	B	C	D	E
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	60 615	3 035	0	0	63 650
Immobilisations corporelles	14 638 196	1 068 798			15 706 994
- Terrains					
- Constructions	11 699 870	509 655			12 209 525
- Install.techn, matériel et outil	1 746 412	188 726			1 935 139
- Install.générales, ag, am div	230 612	102 781			333 393
- Matériel de transport	82 800	5 040			87 840
- Matériel de bureau et informat	861 311	57 718			919 029
- Immob en cours	17 190	204 878			222 068
- Avances et acomptes	0	0			0
Immobilisations financières	1 700	0	0	0	1 700
Total	14 700 511	1 071 833	0	0	15 772 344

ORECO
Commissaire aux Comptes

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	47 862	4 935	0	52 796
Immobilisations corporelles	9 194 053	614 711	0	9 808 764
- Terrains	0	0	0	0
- Constructions	6 763 398	412 951	0	7 176 349
- Install.techn, matériel et outil	1 403 783	97 081	0	1 500 864
- Install.générales, ag, am div	181 311	23 069	0	204 380
- Matériel de transport	68 761	4 759	0	73 520
- Matériel de bureau et informat	776 800	23 963	0	800 763
- Immobilisations corporelles en cours	0	52 888	0	52 888
Total	9 241 914	619 646	0	9 861 560

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	5 ans
Agencements et aménagements de terrains	Linéaire	
Installations et aménagements des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

ORECO
Commissaire aux Comptes

5.1.3 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

5.2 Actif circulant

5.2.1 Etat des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stock produits d'entretien	1 386		1 386
Stock alimentation	1 552		1 552
Stock administratif	1 785		1 785
Stock hygiène	23 425		23 425
TOTAL	28 148		28 148

5.2.2 *Etat des échéances des créances, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice*

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres	1 700	1 700	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	126 047	126 047	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	75 823	75 823	
Charges constatées d'avance	25 994	25 994	
TOTAL	229 564	229 564	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

5.2.3 *Produits à recevoir*

Les produits à recevoir s'élèvent à 56 968 € et se détaillent ainsi :

— Rabais, remises, ristourne à obtenir :	950 €
— Factures à établir :	1 613 €
— Organisation – produits à recevoir :	1 501 €
— Divers – produits à recevoir :	52 904 €

5.2.4 *Charges constatées d'avance et écart de conversion actif*

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 25 994 € et concernent l'exploitation.

5.2.5 *Tableau des dépréciations de l'Actif*

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations corporelles	0	52 888	0	52 888
Usagers	0	23 717	0	23 717
Total	0	76 605	0	76 605

5.3 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables (Art L313-19 du CASF) qui constituent « les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée », IR3 : « sont concernés le résultat, le report à nouveau et les réserves ».

5.3.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION
Fonds propres sans droit de reprise	103 809		
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecarts de réévaluation			
Réserves	615 695	52 021	
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion	615 695		
Report à nouveau	2 354 861	- 6 837	
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	30 462		
Excédent ou déficit de l'exercice	45 185	-45 185	-137 599
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion	52 021	-52 021	-76 993
Situation nette	3 119 550	0	-137 599
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	198 498		26 233
Provisions réglementées	127 966		
TOTAL	3 446 014	0	-111 366

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentées séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

5.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissement

		Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement		Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :							
	Affectées à des biens non renouvelables						
	Affectées à des biens renouvelables			315 047	40 000		355 047
	TOTAL			315 047	40 000		355 047
Quotes-parts virées au résultat :							
	Affectées à des biens non renouvelables						
	Affectées à des biens renouvelables			116 549			130 316
	TOTAL			116 549	13 767		130 316
	Montant net en fonds propres			198 498	26 233		224 731

ORECO
Commissaire aux Comptes

5.4 Fonds reportés et dédiés

5.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

ORECO
Commissaire aux Comptes

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation	
			Montant global	rembo
Fonds dédiés sur concours publics CNR 2019 ARS Formation	50 000		23 337	
Fonds dédiés sur concours publics CNR 2019 ARS Rails	25 482		2 080	
Fonds dédiés sur subventions Subv CD44 Soutien Psychologique	3 200			
TOTAL	78 682		25 417	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

5.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	127 966			127 966
Provisions pour risques	204 810	13 531		218 341
Provisions pour charges				
Total	332 776	13 531		346 307

5.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	163 010	297 395	460 405
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Taux d'actualisation : 3,40 %,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %,
- Turnover : faible,
- Taux de charges sociales :
 - 45 % pour les salariés cadres
 - 40 % pour les salariés non-cadres
- Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles.

5.6 *État des échéances des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice*

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances	
			à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :	2 549 710	277 926	942 324	1 329 460
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	146 652	146 652		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	297 186	297 186		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	620 258	620 258		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)	43 169	43 169		
Produits constatés d'avance	17	17		
TOTAL	3 656 992	1 385 208	942 324	1 329 460
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	256 061			
(3) Dont 0 € garanties par des sûretés réelles (indication des postes concernés)				

ORECO
Commissaire aux Comptes

5.7 **Charges à payer :**

Les charges à payer se détaillent ainsi :

Intitulés	Montant
Intérêts courus non échus	5 847
Factures non parvenues	64 749
Dettes provisionnées pour congés à payer	226 330
Autres primes à payer	2 423
Personnel, autres charges à payer	920
TOTAL	300 269

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

6.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Ehpad seul	76 993	
Pôle hébergement		
Pôle locatif	61 215	609
Résultat de l'exercice	137 599	

6.2 Produits du compte de résultat

6.2.1 Ventes de biens et services

Les ventes de l'association correspondent essentiellement aux repas vendus aux tiers.

6.2.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

ORECO
Commissaire aux Comptes

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.2.3 *Tableau des subventions et concours publics*

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		2 573 529	499 959		
Subvention d'exploitation					23 675
Autres subventions					
Subvention d'investissement					

6.2.4 *Transferts de charges*

Les transferts de charges représentent un montant de 413 €.

6.3 *Charges du compte de résultat*

6.4 *Résultat Financier*

Le résultat financier de 2023 est de – 36 593 €, il est essentiellement composé des intérêts d'emprunts atténué par les produits financiers.

6.5 *Résultat exceptionnel*

Le résultat exceptionnel de 2023 est de 46 745 €.

ORECO
Commissaire aux Comptes

6.6 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

6.6.1 *Honoraires des commissaires aux comptes*

	CAC 1
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	
— Au titre d'autres prestations	— 12 500
— Honoraires totaux	— 12 500

ORECO
Commissaire aux Comptes

7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	4
Agents de maîtrise et techniciens	-
Employés	88
Ouvriers	-
Total	92

ORECO
Commissaire aux Comptes